

internationales, je parle en fait de l'accès aux outils nécessaires. Les contributions institutionnelles se mesurent non seulement en termes de leur efficacité à promouvoir les intérêts de tous les pays concernés, mais aussi en fonction de leur capacité d'améliorer l'accès aux outils que sont le capital, la technologie et les marchés.

Le fait est qu'il nous faut une perspective à long terme, une perspective qui balise nos choix aux plans international et national ainsi que notre recherche des mécanismes qui permettront de les mettre en oeuvre. En d'autres mots, un cadre de référence pour les choix politiques. Et puisque les choix ne peuvent être faits qu'au niveau politique, ce cadre doit être élaboré et accepté au niveau politique.

Si nous convenons que c'est justement le point de vue dont nous avons besoin, nous pouvons probablement tout aussi facilement convenir que c'est un point de vue fort difficile à maintenir dans notre environnement politique. Dans le processus démocratique, la perspective à long terme est souvent obscurcie par les préférences du moment. L'obstacle est de taille puisque le processus démocratique est au coeur même de notre système politique. De toute façon, on entend souvent dire qu'il est risqué pour des élus du peuple de tenter de préparer l'avenir: en fait, certains soutiennent même que l'avenir d'un politicien est au mieux assuré par son engagement personnel à récupérer le passé.

Il en est peut-être ainsi parce que nous avons peur des éléments qui conditionnent notre présent. Mais si nous n'agissons pas en fonction du présent, l'avenir risque d'être encore bien pire.

Par conséquent, nous ferions mieux de convenir dès maintenant que, politiquement, un engagement politique d'importance cruciale s'impose, celui d'oeuvrer à un avenir sain, équitable et productif. Il nous faut reconnaître au plan politique que nous ne pouvons perpétuer le présent.

Pour que ce fait soit reconnu au niveau national, il nous faut non seulement l'appui des peuples développés, mais aussi des ententes internationales entre dirigeants politiques.

Au Canada, nous ne faisons peut-être que commencer à reconnaître vraiment le rôle essentiel du public lui-même dans ce processus. Il nous faut agir prioritairement non pas tant au niveau des élites et des tables rondes d'experts qu'à celui des communautés où se concentre le gros de la